
PANORAMA DE PRESSE

02/05/2018 19h09

Semaine de sensibilisation des
jeunes à l'entrepreneuriat féminin -
mars 2018

SOMMAIRE

SEMAINEEF

(16 articles)

- ANOUS PARIS**
lundi 5 au dimanche 11
mars 2018
- Les raisons d'espérer** (964 mots)
Moins bien payées, moins promues, des jobs plus précaires que les hommes, des temps partiels subis, etc., au boulot, une salariée s...
- Page 5
- Le Journal des Entreprises**
lundi 5 mars 2018
07:04
- A quoi servent les réseaux professionnels féminins ?** (1119 mots)
Dans toutes les régions se créent des réseaux professionnels féminins affichant le même objectif: faire progresser l'entrepreneuriat féminin. Pourtant, mo...
- Page 7
- LE PROGRES**
mardi 6 mars 2018
- Les femmes entrepreneurs sont à l'honneur cette semaine**
(124 mots)
Claire Tissier et Stéphanie Monferran, deux cheffes d'entreprises à Lézigneux et membres de l'association 100 000 entrepreneurs, ont présenté aux élèves du...
- Page 10
- FRANCE-ANTILLES**
mardi 6 mars 2018
- Les femmes entrepreneurs dans les écoles** (107 mots)
Des femmes entrepreneurs dans des classes du 5 au 16 mars 2018. La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepren...
- Page 11
- le dauphiné**
lundi 12 mars 2018
- Au lycée Vaucanson, l'entrepreneuriat féminin est abordé**
(196 mots)
Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le jeudi 8 mars, le lycée Vaucanson, en partenariat avec STEM (Science, Technologie, Ingé...
- Page 12
- ouest france**
Justice et Liberté
jeudi 15 mars 2018
- Le recteur à la Pépinière d'entreprises** (284 mots)
« Il faut oser entreprendre ses projets, que l'on soit fille ou garçon. » C'est la sixième édition de la Semaine de sensibi...
- Page 13
- bref** ECO MATIN
vendredi 9 mars 2018
- La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin est lancée** (364 mots)
La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin mobilise plusieurs...
- Page 14
- LA DÉPÊCHE**
lundi 19 mars 2018
- Femmes en science** (379 mots)
Mars est le moment idéal pour évoquer la condition des femmes. La Journée internationale des femmes a été fixée au 8 mars e...
- Page 15
- mercredi 07 mars 2018
00:00
- 94citoyens.com - Speed-meeting autour de l'entrepreneuriat féminin à la CCI94**
- Page 16

jeudi 08 mars 2018 00:00	Académie de paris - Retour en images sur le lancement de la semaine de l'entrepreneuriat au féminin!	Page 18
lundi 05 mars 2018 00:00	rcf.fr - Business et innovation dans l'Eglise	Page 21
mardi 20 mars 2018 00:00	csmonitor.com - To revitalize poor suburbs, Paris taps underused resource: women entrepreneurs	Page 22
 LE MÉDIA DE L'ÉCONOMIE NOUVELLE GÉNÉRATION jeudi 8 mars 2018 12:18	Peut-on entreprendre en France quand on est une femme ? (1857 mots) Malgré les progrès pour leur rendre la voie plus accessible et les efforts réalisés pour les encourager à entreprendre, les femmes se confrontent aujourd'...	Page 28
 mercredi 7 mars 2018	Les femmes entrepreneures dans les écoles (99 mots) La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, du 5 au 16 mars, sera marquée par les forums du ...	Page 33
 samedi 17 mars 2018	rondeau-libération L'entrepreneuriat féminin s'est invité au lycée Louise-Michel (105 mots) Le lycée Louise-Michel, sous la houlette de sa proviseure, Mme Viannet, a participé, jeudi, à la 6e Semaine de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin....	Page 34
 Quotidien d'Informations économiques et sociales lundi 30 avril 2018	Quartiers prioritaires de la ville : les propositions du rapport de M. Jean-Louis BORLOO concernant les entreprises et l'emploi (2428 mots) L'ancien ministre Jean-Louis BORLOO a remis au Premier ministre Edouard PHILIPPE en fin de semaine dernière (cf. CE du 27/0...	Page 35

SEMAINEEF



Les raisons d'espérer

Moins bien payées, moins promues, des jobs plus précaires que les hommes, des temps partiels subis, etc., au boulot, une salariée sur deux considère que le fait d'être une femme a déjà constitué un frein dans sa carrière professionnelle. Et si on changeait enfin de logiciel ?

Pas moins de neuf lois ont conduit à faire de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes une question de société, mais n'ont pas résolu les problèmes de fond. Les femmes accèdent toujours moins que leurs homologues masculins à des postes à responsabilités. Et donc, de fait, elles gagnent moins bien leur vie que les hommes (-9 %). Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, s'est engagée à résorber cet écart d'ici la fin du quinquennat Macron. Pour cela, un (nouveau) projet de loi devrait voir le jour. À l'heure où nous bouclons, le texte n'est pas encore annoncé, mais les associations et les réseaux de femmes ont déjà déblayé le terrain en faisant quelque 25 propositions pour établir l'égalité hommes femmes au travail. Morceaux choisis.

Cas d'école. Le réseau 100 000 Entrepreneurs milite pour rendre obligatoire les interventions de rôles modèles féminins dans les collèges et lycées afin de sensibiliser les jeunes à l'esprit d'entreprendre au féminin et permettre aux jeunes femmes de faire des choix d'orientation ambitieux et moins stéréotypés.



Au boulot. Et si on permettait aux femmes, qui en feraient la demande, de consulter les feuilles de paie de leurs collègues de même "grade" (H/F) ? Cette proposition du club Dirigeantes actives 77 devrait participer à fissurer le fameux plafond de verre.

Sous contrôle. GEF (Grandes écoles au féminin) propose pour sa part d'instaurer des quotas femmes/hommes dans les instances collégiales d'exercice du pouvoir, telles que les COMEX/CODIR. À ce jour, la loi Copé-Zimmermann impose 40 % de femmes dans les seuls conseils d'administration. Évidemment, on est encore loin du compte. Du coup, le réseau Femmes Business Angels (FBA) suggère que la mission de contrôle des commissaires aux comptes porte également sur le respect de cette loi sur la féminisation des instances de gouvernance.

Carotte & bâtons. Comme en Is-

lande, l'Association française des femmes juristes préconise une certification des entreprises et des administrations respectant l'égalité salariale renouvelable tous les trois ans. À défaut, elles devraient s'acquitter des pénalités.

Récompenser les bonnes pratiques. Pour Les Premières, réseau d'entrepreneures innovantes, il serait opportun d'instaurer des mesures incitatives à la mixité dans la gouvernance exécutive des entreprises financées par Bpifrance, la banque publique d'investissement. Ainsi, toute entreprise répondant au critère de 40 % minimum d'un sexe et 60 % de l'autre sexe au sein de son exécutif pourrait bénéficier d'un avantage sur les financements octroyés par Bpifrance. Par exemple, l'allongement d'un an de la durée d'un prêt, la baisse du taux d'emprunt, etc.

Bref, on le voit, ce ne sont pas les bonnes idées et les propositions concrètes qui manquent. En attendant de savoir combien de ces vœux déboucheront sur des plans d'action, on gagnerait à ce que les entreprises respectent les lois déjà en vigueur. ■

par Textes : Sylvie Laidet

L'égalité en chiffres

en BREF

61,4 % des entreprises disposent aujourd'hui d'un accord collectif ou d'un plan unilatéral sur l'égalité homme/femme. Rappelons qu'il s'agit tout de même d'une obligation depuis 2013, et que près de 40 % des entreprises sont donc encore contrevenantes ! 82,5 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. Bienvenue (façon de parler) au royaume de la précarité.

1 962 €. C'est le salaire moyen perçu par les femmes contre 2 410 € pour les hommes.

Cherchez l'erreur...

Maternité et paternité, même combat ?

vie de famille et CARRIÈRE

Réputées moins disponibles aux yeux de leur manager après la naissance (ou l'adoption) d'un enfant, les femmes sont moins promues que les hommes, ne bénéficient pas d'augmentation de salaire durant leur congé maternité... Bref, en France, dans un foyer, la maternité se fait presque toujours au détriment de la carrière des femmes. Plusieurs voix s'élèvent en ce moment pour rétablir l'équilibre. Ainsi, en octobre dernier, un collectif de 40 personnalités a signé, dans le magazine Causette, une pétition en faveur de l'allongement du congé paternité qui est actuellement de 11 jours. Il s'agit de « rééquilibrer le partage des tâches et de lutter contre la charge mentale des femmes », tout en limitant « l'impact de la maternité sur leur carrière », plaident les signataires de la pétition. Même discours au sein du réseau Mampreneurs qui milite en faveur du subventionnement des espaces de travail avec garde d'enfants pour les parents entrepreneurs. Sans attendre le rapport du gouvernement visant à évaluer l'opportunité d'allonger et de mieux rémunérer le congé paternité, des entreprises comme IKEA ou Microsoft se mobilisent sur le sujet. Ainsi, chez le géant informatique, le congé paternité est désormais de 6 semaines. Pour amplifier la neutralisation de la maternité dans l'évolution de la rémunération des femmes, le réseau BPW France préconise de rendre obligatoire l'application de la garantie de rattrapage à l'issue du congé maternité dans les entreprises de plus de 300 salariés. Rappelons que, selon le Centre d'études de l'emploi, les mères de trois enfants ou plus perçoivent en moyenne un salaire mensuel net plus faible de 24,9 % (15,9 % dans le secteur public) que celui des femmes sans enfant.



A quoi servent les réseaux professionnels féminins ?

Dans toutes les régions se créent des réseaux professionnels féminins affichant le même objectif: faire progresser l'entrepreneuriat féminin. Pourtant, moins de 15% des créatrices d'entreprises arriveraient à vivre de leur activité. Réseauter entre femmes, est-ce vraiment efficace pour le business?

Au menu Quel message vont bien pouvoir véhiculer les animateurs de la 6e édition de la Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin (5-16 mars) ? La réalité des chiffres reste implacable : si les femmes représentaient en 2017 quatre créateurs d'entreprise sur dix, les entrepreneuses ne sont que 12 % à arriver à vivre convenablement de leur activité, selon les travaux de Séverine Le Loarne, professeure et responsable de la chaire de recherche Femmes et Renouveau Economique à l'École de management de Grenoble. Un constat sans ambages, qui rompt avec l'axiome de l'égalité entre hommes et femmes. « L'égalité est vraie dans le droit mais pas dans les faits, rappelle-t-elle. Les chiffres montrent que, entre 2000 et 2017, il n'y a pas eu de décollage. Il n'y a notamment que 9 % des femmes qui créent dans le domaine de la high-tech ». D'après les dernières données de l'Insee, la proportion de 40 % de femmes parmi les créateurs d'entreprise est stable depuis 2015 quand elle augmentait progressivement depuis 30 ans (elles étaient 29 % en 1987, 33 % en 2000). Plus symptomatique encore, alors qu'elles constituent la moitié des actifs en France, les femmes ne représentent que 14 % des dirigeants d'entreprises selon l'Etat des lieux de la place des femmes dirigeantes publié par KPMG en 2015. Soit à peine 1,2 point de plus qu'il y a quinze ans.

Bienveillance, confiance, confort

Pour pallier cette distorsion entre les discours et la réalité sur le terrain, les femmes s'organisent. Les réseaux féminins professionnels sont en plein boom. D'une centaine il y a encore dix ans, on est passé à près de 500 estimés aujourd'hui. Réseaux intra entreprises, sectoriels, militants, cercles fermés... Parfois très divergents dans leurs moyens - entraide, partage, promotion, business -, ils partagent le même objectif : faire progresser l'entrepreneuriat féminin et la place de la femme dans l'entreprise. « Le réseau féminin offre avant tout de la bienveillance, de la confiance et du confort. C'est déjà beaucoup quand on se lance dans l'entrepreneuriat et que l'on doit faire des choses qui sont peu confortables comme pitcher son offre, vendre ses services ou trouver des clients », décrit Carole Michelon, fondatrice du cabinet d'innovation The Big Factory et co-auteurice de la 1re édition de Réseaux au féminin: guide pratique pour booster sa carrière. « L'argent, le développement, la croissance sont encore tabous pour beaucoup de femmes dans le monde de l'entreprise. Il faut dépasser ça aujourd'hui » Marie Eloy, fondatrice du réseau Bouge ta boîte. Elle décrit trois catégories de réseaux féminins qui correspondent à des besoins différents : le réseau de confort (réseau d'école par exemple) peut permettre de se jeter dans le grand bain du réseautage en douceur auprès de paires ayant fait la même formation ; le réseau entrepreneurial (sectoriel, réseau d'affaires) permet d'avoir accès à un écosystème de clients et de prestataires mais aus-

si d'éviter la solitude ; le réseau transversal à dimension internationale (BPW, PWN...) peut être intéressant pour développer son activité dans d'autres pays.

S'initier au réseautage

« Tous ces réseaux sont également un formidable outil de formation pour les femmes entrepreneuses, pour leur apprendre à assumer de vouloir faire du business et réussir », assure Carole Michelin. Ils peuvent mettre le pied à l'étrier des entrepreneuses qui se lancent. « Je me suis initiée aux réseaux en intégrant Femmes chef d'entreprises il y a trois ans. C'est agréable et plus confortable pour une première approche qu'un réseau mixte car il y a beaucoup de bienveillance, d'entraide, de solidarité », raconte Meryl Delpit, PDG de Dulou Traiteur, à Bordeaux. Ça m'a aussi décomplexée par rapport à mon statut de cheffe d'entreprise et m'a permis de prendre conscience de l'importance de faire partie d'un réseau professionnel ».

Trouver des opportunités d'affaires

Fondatrice en 2014 de Femmes de Bretagne, un réseau associatif qui cible avant tout les porteuses de projet (6 000 membres), Marie Eloy a souhaité créer un réseau parallèle à destination des entrepreneuses déjà lancées, moins focalisé sur l'entraide et davantage sur le business et les résultats. « L'argent, le développement, la croissance sont encore tabous pour beaucoup de femmes dans le monde de l'entreprise. Il faut dépasser ça aujourd'hui et j'ai senti qu'il y avait une demande pour un réseau féminin dont la finalité affichée était de faire du business ». Fin 2016, elle a lancé Bouge ta boîte avec pour objectif de fédérer des dirigeantes d'entreprises de moins de 20 salariés et une ambition assumée : créer des « opportunités d'affaires » et accroître leurs revenus. C'est le premier réseau national du genre. Déjà présent dans une douzaine de villes (Paris, Lille, Lyon, Bordeaux et dans le grand Ouest), financé par BNP Paribas, Axa, la Région Bretagne, Socomore et le fonds d'investissement Raise, Bouge ta boîte a pris le parti d'adapter les codes des réseaux business mixtes aux besoins des entrepreneuses : cotisation moins onéreuse, réunions deux fois par mois à des horaires adaptés, formations ciblées et plateforme collaborative fermée. « Nous parlons de business de façon décomplexée tout en respectant les valeurs qui poussent les femmes à entreprendre », explique Marie Eloy. Dans chaque cercle de travail, volontairement limité à une quinzaine de personnes évoluant dans des secteurs d'activité différents, les entrepreneuses s'apportent des opportunités d'affaires, se recommandent entre elles, échangent des contacts et tout cela est chiffré lors de chaque réunion.

S'identifier

Le plan de développement de Bouge ta boîte, qui compte aujourd'hui 115 membres, est ambitieux: ouvrir des cercles dans 70 villes cette année, 300 fin 2019. La dirigeante de Bouge ta boîte parie sur un avantage de taille par rapport à un réseau mixte: l'identification. « Les femmes ont peu de modèles auxquels s'identifier dans le monde professionnel, à part quelques figures dans les très grandes entreprises et, plus récemment, dans le numérique. C'est ce que l'on cherche à combler car c'est primordial. S'identifier à d'autres femmes à la tête de TPE, de PME, permet de se dire que c'est possible: "elle a traversé les mêmes difficultés que moi dans son entreprise et voilà ce qu'elle a fait", "elle a déjà connu cette phase de développement et elle a réussi"... Le fait d'échanger et de s'apporter des solutions concrètes permet d'avancer plus vite. »



https://www.lejournaldesentreprises.com/sites/lejournaldesentreprises.com/files/styles/landscape_web/public/2018-02/travail-reunion-agenda-femme-feminin-collegue-business-.jpg?h=ced7346f&itok=rUEXOH74



https://www.lejournaldesentreprises.com/sites/lejournaldesentreprises.com/files/styles/landscape_web/public/2018-02/travail-reunion-agenda-femme-feminin-collegue-business-.jpg?h=ced7346f&itok=rUEXOH74

par Elodie Vallerey





VERRIÈRES-EN-FOREZ LYCÉE DU HAUT-FOREZ

Les femmes entrepreneurs sont à l'honneur cette semaine

Claire Tissier et Stéphanie Monferran, deux cheffes d'entreprises à Lézigneux et membres de l'association 100 000 entrepreneurs, ont présenté aux élèves du lycée leur parcours professionnel et l'entrepreneuriat.

Stéphanie Monferran, conseillère en image avec Purple relooking, a expliqué ce qu'est un entrepreneur aux élèves de 1^{re} ASSP (soins et services à la personne). Claire Tissier, dans la restauration avec ses plats traiteurs et son restaurant La Table de Claire, a démontré aux terminales HR (hôtel-restaurant) qu'avec de la détermination tout est possible. Elle qui a passé un bac restauration à 55 ans et suivi de nombreuses formations pour être, six ans plus tard, cheffe d'une entreprise à l'activité florissante.

contact Lycée professionnel du Haut-Forez. Tél. 04.77.97.74.20. ■





Les femmes entrepreneures dans les écoles

Des femmes entrepreneures dans des classes du 5 au 16 mars 2018. La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin sera marquée par les forums du jeudi 8 mars 2018 de 9h à 16h au lycée Joseph-Gaillard réunissant 300

lycéens et étudiants, 7 femmes entrepreneures et Mme la Déléguée aux Droits des femmes.

Aujourd'hui encore les jeunes filles font trop souvent des choix d'orientation et de carrière éloignés de leurs

compétences du fait de stéréotypes persistants. Pour la 1ère édition en Martinique, 20 entrepreneures, intrapreneures, porteuses de projets, vont aller inspirer plus de 600 collégiennes, lycéennes et étudiantes. ■





38H-38H

ÉDUCATION LES INTERVENANTES ONT PRÉSENTÉ LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME LORS DE TABLES RONDES Au lycée Vaucanson, l'entrepreneuriat féminin est abordé

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le jeudi 8 mars, le lycée Vaucanson, en partenariat avec STEM (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques), le groupe "100 000 entrepreneurs" et "Parité Femme-Homme", a organisé une rencontre avec une soixantaine d'élèves du lycée.

Il s'agissait pour les intervenantes, toutes des cheffes d'entreprises ou ingénieures, de présenter aux lycéens les enjeux de l'égalité femme-homme dans les métiers issus des STEM.

Au cours des dernières années, la participation des femmes en STEM

s'est considérablement accrue. Mais bien que l'on observe des signes encourageants de progrès, les femmes demeurent toujours sous-représentées en sciences alors qu'elles occupent environ 30 % des emplois de chercheurs à travers le monde. De plus, très peu d'entre elles occupent des positions de prise de décisions, selon les données de l'Institut de statistiques de l'UNESCO.

Des tables rondes ont été organisées dans le but de transmettre aux lycéens présents les bases de la compréhension de la mixité professionnelle, l'intérêt que cela engendre pour le développement des STEM et les enjeux pour la France. ■





SAINT-ÉTIENNE-DE-MONTLUC

Le recteur à la Pépinière d'entreprises

« **Il faut oser entreprendre ses projets, que l'on soit fille ou garçon.** » C'est la sixième édition de la Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, jusqu'au 16 mars. Elle est initiée par le secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de nombreux partenaires. Son objectif est de promouvoir la culture entrepreneuriale au féminin auprès des jeunes de 13 à 25 ans (collégiens, lycéens, apprentis, étudiants).

Afin de favoriser les échanges entre l'école et le monde professionnel, le ministère de l'Éducation nationale a mis en place, dès 2009, une convention de partenariat avec **l'association 100 000 entrepreneurs**, qui permet à des femmes entrepreneures d'intervenir dans les classes des col-

lèges, lycées et établissements d'enseignement supérieur et de témoigner de leur parcours et de leur expérience. La convention a été déclinée au niveau académique par le recteur William Marois et la directrice générale des Pays de la Loire de l'association, Béatrice Viannay-Galvani, et sa signature renouvelée le 23 novembre 2016, lors de la 17^e édition de la Semaine école- entreprise.

Cette Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin permet de développer l'esprit d'initiative et d'entreprise, dans le cadre de la mise en place du Parcours avenir et du statut d'étudiant entrepreneur. Les chefs d'établissement et les enseignants s'inscrivent préalablement.

À la Pépinière Cœur d'Estuaire, un mini-forum s'est organisé avec des élèves de 3^e du collège Paul-Gauguin de Cordemais, et Tiffen Rouyer, gérante de l'agence de communication Com l'Eléphant, Elodie Kerneur, gérante de la Savonnerie nantaise, Maïté Cosnard, consultante en financements et programmes européens à Eléo conseil, et Claire Le Bot, conseillère développement à la Banque populaire Grand Ouest (BP-GO). ■



William Marois et les intervenantes entrepreneuses. Photo : Ouest-France





COMMUNICATION / ÉVÉNEMENTIEL ASSOCIATIONS, CLUBS ET RÉSEAUX

La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin est lancée

Deux semaines de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin sont organisées par l'association 100.000 entrepreneurs en partenariat avec le Réf (Réseau économique féminin) en région Auvergne Rhône-Alpes du 5 au 16 mars 2018.



La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin mobilise plusieurs associations. Photo : Elodie Horn

Pour la sixième année consécutive, l'association 100.000 entrepreneurs, en partenariat avec plusieurs réseaux féminins, organise la semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin. « Cette semaine a été créée il y a six ans sur une proposition de Najat Valaud Belkacem, alors ministre des Droits des femmes. L'objectif de l'événement, qui se fait en partenariat avec l'Éducation Nationale, est de sensibiliser des jeunes de 13 à 25 ans à travers la France sur le sujet

de l'entrepreneuriat », souligne Fanny Lafore-Delrue, déléguée régionale Sud Est pour l'association 100.000 entrepreneurs.

Pour ce faire, l'association forme et fait témoigner des bénévoles, entrepreneurs mais aussi des personnes qui souhaitent témoigner de leur métier car il ne s'agit pas uniquement de parler d'emploi mais aussi de dédramatiser l'échec, démontrer que l'on peut changer de voie.

Attirer les femmes dans le numérique

Durant ces deux semaines, trois grands types d'interventions, au nombre d'environ 200 dans la région, sont organisés. « Il y a aura des interventions individuelles, des interventions plus sous le format du speed da-

ting mais aussi des conférences, notamment sur les nouveaux métiers du digital », précise Fanny Lafore-Delrue. Ce sont ainsi plus de 172 femmes qui témoigneront cette année dans près de 150 établissements scolaires.

Un partenariat a été organisé avec L Digital pour notamment sensibiliser les jeunes femmes aux emplois dans ce secteur. « C'est déjà un secteur en tension mais qui a en plus vraiment du mal à recruter des femmes alors que sur les 5 prochaines années, 8 postes sur 10 créés en Auvergne Rhône-Alpes le seront dans ce domaine. On invente le monde de demain et il est important que les femmes en fassent partie », souligne Virginie Boissimon Smolders de la Fondation L Digital. ■

par Elodie Horn





LOCALE

BEAUMONT-DE-LOMAGNE

Femmes en science

Mars est le moment idéal pour évoquer la condition des femmes. La Journée internationale des femmes a été fixée au 8 mars en 1977, à l'initiative de l'ONU, puis relayée en France par le gouvernement français, en 1982. C'est notamment, pour l'association Fermat Science, l'occasion d'évoquer, chaque année depuis trois ans déjà, les relations entre les filles et la science dans leur cursus scolaire et universitaire. Cette année encore, du 12 au 23 mars, les collégiens seront invités à découvrir les mathématiques au féminin, dans la maison natale du mathématicien Pierre de Fermat, pour la quinzaine d'activités Femmes en science.



Le thème choisi pour 2018, «La Géométrie des métiers», se déclinera en plusieurs activités. Une visite d'exposition, «La Géométrie dans tous ses états», un jeu-visit dans la bastide de Beaumont-de-Lomagne, la chasse au théorème et un atelier d'optimisation des trajets, le chemin le plus court. Optimiser les trajets est une notion importante dans la vie quotidienne mais aussi dans nombre de métiers. L'utilisation des graphes permet d'apporter des résolutions à ce problème. C'est ce que les élèves découvriront grâce à l'atelier le chemin le plus court qui met en scène quatre mathématiciennes contemporaines: Léonore Blum, Américaine; Eva Tardos, Hongroise; Claire Voisin, Française, et Maria Chudnosvsky, Israélienne.

Mardi 13 mars, lors d'une journée exceptionnelle, deux classes ont été invitées à rencontrer, dans la salle des fêtes de Beaumont-de-Lomagne, des

représentantes d'associations de femmes scientifiques, Femmes et Sciences, Femmes et Maths, et des représentantes de la société 100 000 Entrepreneures.

Ce même jour, après la conférence de Cristelle Palpacuer, commandante chez Orange Marine, le domaine des télécommunications sous-marines, de la phase d'études et d'ingénierie jusqu'à l'installation de liaisons intercontinentales, n'a plus eu de secrets pour les élèves présents. Une initiative qui permet de combattre les idées reçues et qui est de nature à faire comprendre aux jeunes que, filles ou garçons, ils peuvent choisir les métiers scientifiques. ■



94citoyens.com - Speed-meeting autour de l'entrepreneuriat féminin à la CCI94

Dans le cadre de la 6^{ème} édition de la semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, la CCI Val-de-Marne organis un speed-meeting dédié à l'esprit d'entreprendre au féminin en partenariat avec l'association 100.000 entrepreneurs.

À cette occasion, 12 dirigeantes-fondatrices d'entreprises de secteurs d'activité variés et plus de 80 élèves des filières techniques et professionnelles issus des Lycées Paul Bert (Maison-Alfort) et Saint-Exupéry (Créteil) échangeront sur les différentes facettes de l'entrepreneuriat féminin.

Chaque entrepreneure présentera son témoignage de cheffe d'entreprise pour illustrer et démystifier son aventure entrepreneuriale auprès d'un groupe d'élèves. Celles-ci pourront profiter de cette proximité pour glaner des conseils, questionner les entrepreneures sur les satisfactions et les difficultés de leurs parcours et découvrir de nouvelles perspectives.

Cet événement inédit est déployé suite à un double constat :

- Le manque de connaissances du monde de l'entreprise chez les étudiantes qui doivent pourtant très tôt définir leur carrière professionnelle.
- Le manque de représentation de rôles modèles dans l'écosystème entrepreneurial.

Programme de la matinée :

09h00 : Accueil des participantes

09h15 : Introduction par Annie Ducellier, Directrice d'Isotélie et élue de la CCI Val-de-Marne

09h30 : Speed-meeting : échanges entre les entrepreneures et les étudiantes

11h30 : Conclusion

La CCI 94 donne également rendez-vous à partir de 16h à la Préfecture du Val-de-Marne pour présenter son futur programme adressé aux femmes entrepreneures dans le cadre des actions du Tour de France de l'égalité Femmes-Hommes.

Rendez-vous le mercredi 7 mars 2018 à 9h00 dans les locaux de la CCI Val-de-Marne (8 Place Salvador Allende, 94011 Créteil) puis à partir de 16h00 à la Préfecture du Val-de-Marne (21-29 Avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil).

Académie de paris - Retour en images sur le lancement de la semaine de l'entrepreneuriat au féminin!

▼ Navigation | ▼ Contenu | ▼ Recherche | ► Glossaire



Région académique
ÎLE-DE-FRANCE



ac-paris.fr

POUR L'ÉCOLE
DE LA CONFIANCE

Retour en images sur le lancement de la semaine de l'entrepreneuriat au féminin!

mis à jour le 08/03/18

100000
ENTREPRENEURS

Lundi 5 mars, l'action menée par 100 000 entrepreneurs pour ouvrir cette semaine riche en rencontres s'est déroulée au concept store BNP Paribas, 2 Opéra, un lieu surprenant!



25 étudiants du BTS Commerce International du lycée Maurice Ravel et 25 étudiants du BTS

Banque du lycée Jules Siegfried se sont rendus au Concept Store BNP Paribas, 2 Opéra pour rencontrer en tables rondes 7 entrepreneures, venues présenter leur parcours et échanger leurs pratiques et 6 intrapreneures, chargées d'affaires à l'entrepreneuriat féminin de la BNP Paribas.

Ce fut un moment d'intenses échanges et de rencontres ; les étudiants ont également pu faire un retour de leur expérience en direct devant Philippe Hayat, Président de 100 000 Entrepreneurs et Béatrice Vianney-Galvani, déléguée générale de 100 000 Entrepreneurs.

L'objectif de cette après-midi : transmettre l'esprit d'entreprendre a conduit les jeunes à s'interroger sur leurs parcours respectifs et à se questionner sur leurs choix d'orientation possibles.

Merci 100 000 Entrepreneurs, la BNP Paribas et aux jeunes pour leur participation!

rcf.fr - Business et innovation dans l'Eglise

Business et innovation dans l'Eglise

En 1891, avec Rerum Novarum, l'église était précurseur dans la réflexion sur la place de l'homme dans l'économie, créant ainsi dans son giron, une réflexion reprise de manière opérationnelle par des mouvements chrétiens comme les EDC, la JOC, le MCC... mais aussi de mouvements hors église, comme le centre des jeunes dirigeants (CJD) qui depuis 1938 porte haut et fort l'étendard d'une économie au service de l'Homme. Les mouvements d'innovation sociale que l'on voit actuellement se multiplier, comme le bonheur au travail, l'entreprise libérée, ou la RSE sont en soit des applications concrètes dans notre société de la doctrine sociale de l'Eglise. Mais quand on regarde nos structures diocésaines, associations et mouvements et que l'on observe leurs fonctionnements on a le sentiment inverse et que c'est un peu « Fait ce que je ne dis pas ce que je fais ». On pourrait réformer cela, mais faut-il vraiment réformer, ne faut-il pas justement disrupteur, c'est-à-dire prendre le contrepied culturel et aller vers de nouvelle manière de faire. Qui mieux que la génération des millénials pour aider notre église de France, nos mouvements et associations à faire le pas vers une transition numérique et digitale.

Comment faire face à la transition digitale? comment disrupteur le marketing et la communication et sortir des sentiers battus? comment financer et accompagner la church tech? faut-il créer un mouvement de la church économie? c'est ce que nous allons essayer de savoir dans ce numéro de l'Eco des Solutions

Invités

Eric Didiot , Président fondateur de "Crédo Funding"

Côme Besse , Co fondateur de Divine Box

Beatrice Viannay-Galavany , Déléguée générale de 100000 entrepreneurs

csmonitor.com - To revitalize poor suburbs, Paris taps underused resource: women entrepreneurs

To revitalize poor suburbs,
Paris taps underused resource:
women entrepreneurs

PATH TO PROGRESS

Hafida Guebli is one of a growing number of women from France's most deprived communities who have turned themselves into the start-up world. France hopes creating small businesses there will help both t



Courtesy of HEC Paris

|

Caption

MARCH 15, 2018 PARIS — Weaving through her childhood *cité* – or social housing block – in the Parisian suburb of Villemomble, Hafida Guebli passes a gaping hole where the library used to be. It burned down during the 2005 riots that spilled over from nearby Clichy-sous-Bois and left numerous Paris *banlieues* in ruin.

Ms. Guebli remembers the violence, police brutality, and skepticism of those days.

“A lot of people I grew up with here just assumed they’d end up unemployed or in prison,” she says, pointing up to her childhood bedroom on the 10th floor of her *cité*, which butts up against the train tracks. “So it didn’t matter if they stole stuff or did this or that ... the end result was the same.”

Now Guebli lives practically next door, in the suburb, or *banlieue*, of Roumainville. And today, raising an 18-month-old son with her husband, she sees the close-knit community of the *banlieue* – even one on the state's “high priority” list in need of extra aid to build housing and services – as critical.

“The *banlieues* are one big family,” she says. “There’s a sense of solidarity and so many good things about growing up in this environment.... But everyone wants to get out of here.”



More than Bastille, Bonaparte, and brie: Test your knowledge of France with our quiz!

Guebli didn't leave, however, and now she's one of a growing number of women from France's most deprived *banlieues* who are throwing themselves into entrepreneurship. Every morning, she crosses the physical and psychological divide between her apartment in Roumainville and Station F, the giant startup campus in central Paris created by tech billionaire Xavier Niel. That's where she's developing an app to help tenants and landlords overcome language barriers – a key issue in the *banlieues*.

Her project is part of a larger French effort that takes its cues from President Emmanuel Macron. The aim is to get more women to create small businesses from within the country's most economically and socially stagnant districts. The move is not only allowing more women to become self-sufficient and contribute to the economy, but it's also helping revitalize the negative and often inaccurate image of *banlieues*.

“I'm optimistic that France can work toward more social cohesion, but the truth is, people from disadvantaged *banlieues* generally have more difficulty getting their diplomas and finding jobs,” says Louis Maurin, the director of the French Observatory of Inequalities. “There is a big difference between what the state aspires to in terms of equality and the reality of the situation.”



Joe Penney/Reuters

|

Caption

‘Figuring things out on my own’

The French still broadly view the banlieues in a negative light. A study by Odoxa-*Le Parisien-Aujourd’hui en France* in 2015 found that perceptions of *banlieues* residents had not changed much in the decade since the riots. Seventy-nine percent of those polled said *les banlieusards* were poor and dangerous, while 61 percent said they behaved worse than other young people.

But more recent polls indicate that just as many French people believe that promoting entrepreneurship in disadvantaged *banlieues* is a way to revive economic activity there, and that women from the *banlieues* have something to contribute to entrepreneurship.

That’s why organizations like 100,000 Entrepreneurs are trying to reach women early, to get them thinking about entrepreneurship as a serious career path. The nonprofit recently launched a two-week awareness campaign in which 600 women small business owners will visit schools and youth groups across the country to boost a stagnating entrepreneurship rate among women. Of all French entrepreneurs, only 30 percent are women. And in disadvantaged districts, just 2 percent of working women are entrepreneurs.

“The obstacles women in general face to start their own business are compounded for those coming from impoverished neighborhoods,” says Béatrice Viannay-Galvani, CEO of 100,000 Entrepreneurs. “Some have families who say they don’t have the right to work, while others lack the confidence to get started or think running a business is too complicated.”

Guebli could have become a statistic, growing up within a second-generation Moroccan family with non-French-speaking, illiterate parents. While France’s unemployment rate has hovered around 10 percent for about a decade, the rate for those from “high priority” zones is more than 26 percent, according to the National Observatory for Urban Policy (ONPV). Those numbers rise to 29 percent for children of immigrants.

For those facing discrimination or who haven’t followed traditional career paths, entrepreneurship is an increasingly attractive option. For Guebli, it was a move to London at 20 – something her parents assumed would be just a two-week trip – that was a life-changer.

“Companies in London gave me a chance and were open to seeing my potential,” says Guebli, who found a job, apartment, and English school in her first 10 days in the city and ended up staying a year. “But my return to France was disastrous, and I didn’t understand why I couldn’t get a job. Employers weren’t looking at me as a whole person, just a resume. So I thought, I’ve figured things out on my own before, I can do it again.”

Guebli opened an organic teashop, but was forced to shut down after two years in 2015, when terrorists attacked the Charlie Hebdo offices – and a Jewish grocery store that was on the same street as her shop. Soon, she was meeting with developers to create NEYB’S.

The app – short for “neighbors” – uses a series of pictograms to help those with language barriers communicate with their landlords on everything from a leaky sink to construction next door. It’s a testament of what can happen when a woman from the *banlieue* launches a business that benefits her community.

“Information simply doesn’t reach *banlieues* like mine, particularly for those who don’t speak French,” says Guebli, most of whose childhood friends had parents who were illiterate or didn’t speak French. “Unless they see a bill in the mail, they’re not going to read it because they don’t understand.”

Places where positive things happen

Drive, ambition, and innovative ideas are key to entrepreneurship, but experts insist that support is what's essential to women from disadvantaged *banlieues*. Guebli says she never would have made it without programs like HEC business school's "Stand-Up," which supports motivated women entrepreneurs.

Within the program, Guebli works from Station F. She is able to meet investors, clients, and other start-up workers. She has 18 months to get her project off the ground. The timeline is key for people like Guebli, who don't have family money to cushion the blow. Women, in general, often struggle to start their businesses due to systemic discrimination. A 2017 study by Opinion Way showed that 35 percent of women entrepreneurs need financial support. Yet women in France historically receive fewer bank loans than men. The difficulties are compounded for racial minorities.

"I sold my car and asked people in my *cité* for financial help to get my business off the ground," says Guebli. "That's one advantage of growing up in a close-knit community."

As French organizations – and women entrepreneurs – work to erase the social stigma of coming from *les banlieues*, and encourage women there to think bigger, many hope France can attain its goal of getting 40 percent of women into entrepreneurship. If it can succeed, the benefits will be two-fold.

"Women from impoverished neighborhoods have overcome so many obstacles, so when they finally decide to go into business for themselves, they really drive themselves forward and end up going further than anyone," says Viannay-Galvani. "And when they succeed, it shows that the suburbs are not just places of violence, but places where really positive things happen."

Peut-on entreprendre en France quand on est une femme ?

Malgré les progrès pour leur rendre la voie plus accessible et les efforts réalisés pour les encourager à entreprendre, les femmes se confrontent aujourd'hui encore à des difficultés lorsqu'elle se lancent dans la création d'une entreprise. Elles sont pourtant de plus en plus nombreuses à relever le défi de l'entrepreneuriat.

En 2013, Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des Droits des femmes, fixait l'objectif de voir progresser de 10 % le nombre de femmes entrepreneures en France d'ici à 2017. Il n'aura fallu que 5 années : selon un rapport de l'Insee en date du 30 janvier 2018, 40% des entreprises individuelles sont créées en 2017 par des femmes contre 30% en 2013. La France se situe d'ailleurs au 6ème rang du classement établi par le World Economic Forum des pays où il fait bon entreprendre lorsque l'on est une femme. Mais si elles sont plus nombreuses aujourd'hui qu'hier, les femmes demeurent moins visibles que les hommes. On les retrouve derrière des plus petites structures ou commerces, analyse l'Insee.

Les femmes manqueraient-elles alors d'ambition ? Que nenni ! A en croire l'étude Viser haut, réalisée par Opinion Way en octobre 2017 pour la marque de prêt à porter Cache Cache, aucune génération n'a compté autant d' "ambitieuses" que les millennials (génération née entre 1980 et 2000). Les deux tiers des jeunes femmes de moins de 30 ans interrogées n'ont plus peur d'afficher leurs ambitions, 85% pensent qu'elles peuvent se permettre d'en avoir plus que les générations précédentes et une femme sur deux se dit même prête à prendre complètement son destin en main en créant son entreprise.

Ce qui ne les empêche pas d'être conscientes qu'elles vont devoir affronter des vents contraires : 79% d'entre elles pensent que l'ambition des femmes a encore du mal à être acceptée par la société.

Deux poids, deux mesures

"En tant que femmes, on doit se battre davantage pour exister dans le monde historiquement masculin de l'entrepreneuriat, comme si on avait plus de choses à prouver. Alors que le fait d'être une femme ne devrait être ni un avantage, ni un handicap", regrette Fariha Shah, co-fondatrice de Golden Bees, start-up qui propose des prestations de solutions pour recruteurs et auteur d'une tribune intitulée Femme, mère, entrepreneure : comment j'ai relevé le défi.

Réalité ou fantasme, les femmes ont le sentiment de rencontrer plus de freins dans leur ascension professionnelle que les hommes. Parmi les obstacles les plus récurrents, cités par l'étude Parcours de vie, parcours de femme entrepreneure (Opinion Way pour la Fondation Entreprendre, avril 2017), les femmes évoquent d'abord la peur de l'endettement et celle de ne pas réussir à lever suffisamment de fonds.

Un obstacle d'ordre financier rationnel, car on observe que le taux de rejets de prêts bancaires dans le cadre de la création d'une entreprise est deux fois plus élevé pour les femmes que pour les hommes - alors même que celles-ci sollicitent des sommes moindres. Mais un obstacle également psychologique, qui prend racine dans le rapport que les femmes ont à l'argent. Habituees - mais pas résolues - à gagner moins que leurs semblables masculins, les femmes osent moins emprunter et investir de grosses sommes d'argent.

"Une femme que j'ai accompagnée dans la création de son entreprise s'est rendue à la banque pour une demande de prêt, et la première chose qu'on lui a demandé c'est comment se portaient les affaires de son époux. Ca paraît assez hallucinant, surtout quand on ne poserait jamais cette question à un homme !", raconte Beryl Bes, fondatrice de la plateforme de financement participatif pour femmes entrepreneures MyAnnona.

"Mais il faut garder à l'esprit que les femmes ont le droit d'ouvrir un compte bancaire à leur nom sans le consentement de leur mari depuis seulement 1965 ! On ne peut pas renverser les mentalités en une génération, ça prend forcément du temps. Tout ça vient de la culture et de la place faite aux femmes jusqu'à présent. De la même façon, ça ne fait pas si longtemps que les femmes sont sur le marché du travail valorisé".

Les clichés ont la vie dure

L'autre difficulté majeure, identifiée par Fatima Mimouni, engagée à la Ville de Mulhouse (Haut-Rhin) dans l'égalité hommes-femmes et fondatrice du cabinet commercial Axion Expansion, réside dans le fait de devoir concilier vie de famille et entrepreneuriat.

"Dans l'imaginaire collectif, on a tendance à dire que c'est à la femme que revient la charge des enfants, du foyer, des tâches domestiques, tandis que les hommes subviennent plus généralement aux besoins de la famille", note Fatima.

Un préjugé d'autant plus difficile à éprouver au moment de la création de l'entreprise selon la jeune femme car "très souvent à ce moment là, on se retrouve dans une situation de transition où on est beaucoup à la maison. La femme peut alors être confrontée à la crainte de ne pas être prise au sérieux, que son activité n'est pas crédible et qu'elle reste cantonnée à son rôle de maman. C'est ce plafond de verre qu'il faut briser".

En plus de faire face aux problématiques inhérentes à toute création d'entreprise, les femmes doivent également se confronter à des stéréotypes usants. Ceux ci sont liés à la fois au secteur d'activité; quand elles se confrontent à des métiers qui sont dans les esprits rattachés aux hommes et non aux femmes. Ceux liés au tempérament aussi, car la légende veut que les femmes soient moins volontaires, moins combattantes. A leur implication professionnelle, enfin : les femmes seraient moins crédibles dans leurs prises de parole, moins disponibles, et tendraient à privilégier leur vie de famille.

Etre femme, mère et entrepreneure

Pour autant, est-il nécessaire de choisir entre s'investir dans son activité en-

trepreneuriale et avoir une vie de famille ? Le sondage Entrepreneurs et vie de famille (Opinion Way pour Legalstart), indique que 74% des entrepreneurs, hommes et femmes confondus, considèrent que leur vie professionnelle n'est pas compatible avec la vie de famille ou nécessite des sacrifices et 25 % affirment avoir remis à plus tard ou renoncer à l'idée d'avoir des enfants.

Pour les femmes, le frein est double car une femme entrepreneure et enceinte ne bénéficie d'aucun congé maternité ni aides financière en cas d'arrêt, ce qui rend la gestion de son entreprise compliquée.

Aujourd'hui mère de trois enfants, Beryl Bès a d'ailleurs attendu d'avoir son troisième et dernier enfant avant de quitter le salariat pour l'entrepreneuriat. "Quand vous êtes à votre compte, qu'on se le dise, c'est compliqué".

Compliqué mais pas impossible. Nombreuses sont celles qui arrivent à mener ces deux batailles de front. "J'ai deux enfants en bas âge et quand j'ai créé ma société en 2015, j'attendais mon deuxième enfant. Bien évidemment, la conciliation de ma vie professionnelle et personnelle à été difficile, mais pas impossible. Côté pratique, la France est bien équipée en termes d'infrastructures pour la garde des enfants par exemple", témoigne Fariha Shah.

Pour les mères chef d'entreprise, tout est donc question d'organisation, de planification, de télescopages avec la gestion au quotidien de sa famille, surtout lorsqu'elle comprend des enfants en bas âges : qui est là après l'école ? qui garde les enfants quand ils sont malades ? "Il y aura toujours des obstacles et des difficultés. C'est vraiment un planning à réaliser, mais c'est aussi la même problématique que celle à laquelle se confrontent les femmes salariées", précise Fatima Mimouni, mère de deux enfants également.

"Aujourd'hui chacun devrait pouvoir vivre comme il le souhaite, sans se voir imposer des schémas. Et pour cause ; il y a des femmes au foyer accomplies qui trouvent entièrement leur plaisir à être "maman à plein temps", d'autres qui s'épanouissent davantage dans leur carrière, d'autres encore qui ne désirent pas d'enfants. Il y a aussi des hommes qui préfèrent s'occuper des enfants plutôt que d'être la moitié du couple qui ramène le plus d'argent. Tous les cas de figure sont possibles, et je pense que le plus important c'est de laisser à chacun la possibilité d'être là où il en a envie", suggère la fondatrice de MyAnnona.

Vers une voie plus accessible ?

Si la route est longue vers l'égalité des sexes, en 2018, la "start-up nation" se veut bienveillante à l'égard des femmes et encourage plus que jamais les initiatives entrepreneuriales. "Lentement, les mentalités évoluent et on est fière aujourd'hui de présenter des femmes entrepreneures, tout le monde l'accueille plutôt bien", estime Fariha Shah. "La nouvelle génération baigne de plus en plus dans la culture de l'entrepreneuriat et les jeunes femmes aujourd'hui ont un accès plus facilité que la génération qui les a précédé en terme d'accompagnement, de financement, d'incubation", poursuit Beryl Bès.

Parallèlement à la facilité d'accès aux nouveaux outils numériques, qui permet à la fois de se rendre visible et de lever plus facilement et rapidement des fonds d'amorçage - soient les deux difficultés majeures auxquelles on se heurte à la création d'une entreprise - on voit se développer de plus en plus de réseaux

professionnels féminins. Elles entreprennent, Action'elles, Forces Femmes, Rézoé ou encore Les Pionnières pour ne citer qu'eux, ces réseaux pro féminins, qu'ils soient publics ou privés, ministériels ou associatifs, locaux ou nationaux, ont pour vocation à accompagner les femmes dans leurs démarches entrepreneuriales.

Car l'union fait la force comme l'a bien compris Sabrina Boucherit, qui a lancé en 2012 la plateforme Rézoé, acteur majeur du développement et de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, qui compte aujourd'hui un peu plus de 1130 adhérentes partout en France. "A mon sens, il est essentiel de s'appuyer sur un réseau quand on débute, de pouvoir se réunir, échanger et bénéficier de la puissance des cercles de relations professionnelles", explique la jeune femme qui s'évertue avec bienveillance à guider et épauler les entrepreneures qui viennent à sa rencontre.

Dispositifs de financement et initiatives d'accompagnement

Dans la même dynamique, on a vu apparaître ces dernières années de plus en plus de dispositifs d'incubation et d'organismes (banques, grandes entreprises, fonds d'investissement) qui participent au financement et à l'accompagnement de création d'entreprise par les femmes.

Les événements visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin se multiplient avec notamment la journée des femmes entrepreneures, ou encore la semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, qui se déroule en ce moment (du 5 au 16 mars) pour une 6e édition.

Les grandes écoles s'évertuent elles aussi à promouvoir l'entrepreneuriat féminin. A travers son programme "Entreprendre au féminin", l'Essec accompagne les femmes dans leur projet de création d'entreprise en dispensant les fondamentaux juridiques, marketing, comptables et stratégiques pour les aider à pérenniser leur projet. De son côté, le Centre d'Entrepreneuriat HEC Paris organise depuis 2016 des séminaires de formation intitulés "HEC Stand up", destinés prioritairement aux femmes issues des quartiers ayant un projet de création ou de développement d'entreprise à impact positif.

Si les grandes figures du féminisme sont une source d'inspiration pour les 25-30 ans, elles ne le sont pas autant que les femmes entrepreneures, selon l'étude Viser haut. "Les jeunes femmes ont besoin de nouveaux modèles, elles ont besoin de voir d'autres femmes à des places qui leur semblaient, il y en avait peu, inaccessibles, estime Fatima Mimouni. Plus il y aura de modèles féminins, plus les femmes prendront." Plus les femmes prendront.



par Clémence Mart





INITIATIVE – SA KI NI ?

Les femmes entrepreneures dans les écoles

La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, du 5 au 16 mars, sera marquée par les forums du jeudi 8 mars de 9h à 16h au lycée Joseph-Gaillard réunissant 300 lycéens et étudiants, 7 femmes entrepreneures et Mme la

Déléguée aux Droits des femmes.

Aujourd'hui encore les jeunes filles font trop souvent des choix d'orientation et de carrière éloignés de leurs compétences du fait de stéréotypes persistants.

Pour la 1ère édition en Martinique, 20 entrepreneures, intrapreneures, porteuses de projets, vont aller inspirer plus de 600 collégiennes, lycéennes et étudiant-es. ■





38H-38H

GRENOBLE

rondeau-libération L'entrepreneuriat féminin s'est invité au lycée Louise-Michel

Le lycée Louise-Michel, sous la houlette de sa proviseure, Mme Viannet, a participé, jeudi, à la 6^e Semaine de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin. L'objectif est de diffuser l'esprit d'entreprendre et de découvrir le monde professionnel à travers le parcours d'entrepreneures. Il s'agissait donc de montrer aux jeunes la diversité et la richesse de l'entre-

preneuriat féminin et de faire changer les représentations sur la réussite professionnelle. Les élèves ont pu écouter et partager le parcours professionnel de quatre femmes entrepreneures : Mmes Ciré et Delaye de BNP Paribas, Mme Debbouze de Mac-3 et Mme Conte de Philocalys. ■



L'ANCIEN MINISTRE JEAN-LOUIS BORLOO A REMIS AU PREMIER MINISTRE EDOUARD

Quartiers prioritaires de la ville : les propositions du rapport de M. Jean-Louis BORLOO concernant les entreprises et l'emploi

L'ancien ministre Jean-Louis BORLOO a remis au Premier ministre Edouard PHILIPPE en fin de semaine dernière (cf. CE du 27/04/2018), un rapport intitulé "Vivre ensemble-vivre en grand la République", proposant un plan de "réconciliation nationale" pour les banlieues en 19 programmes. Nous publions ci-dessous le "Programme 7" du rapport "Tout passe par l'entreprise et l'emploi".

"Mobilisation de toutes nos entreprises, grandes et petites, artisans et commerçants

La jeunesse de France et notamment celle des quartiers n'en peut plus. Problèmes de formation, d'orientation et de qualification, absence de réseaux, de contacts avec les entreprises, impossibles rencontres, un univers qui apparaît lointain et inaccessible, des procédures complexes et opaques, bref un autre monde. Alors que c'est le principal réservoir de compétences acquises ou en devenir, de créativité, d'imagination et d'énergie dont notre pays et notre économie auraient tort de se priver et de l'ignorer. Ces mondes s'ignorent alors qu'ils auront besoin l'un de l'autre, alors qu'ils se rencontrent. C'est une triple bataille.

La meilleure rencontre, la meilleure formation pour les deux parties, c'est l'apprentissage et l'alternance, c'est du gagnant-gagnant.

En Allemagne, 1,4 million d'apprentis et quasiment pas de chômage des jeunes pour 400 000 en France dont près de la moitié chez les seuls artisans et commerçants. Si les quelque 7000 entreprises de plus de 250 salariés respectaient les 5 % prévus par

la loi nous devrions avoir 350 000 alternants soit 200 000 de plus. Si 1,5 % des 5 % bénéficiaient d'un contrat en apprentissage dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV), ce sera 100 000 entrants de plus par an, soit une multiplication par 7. Les entreprises ont la capacité, l'encadrement, les équipes, l'attractivité, mais surtout les besoins de ces ressources humaines.

Nos entreprises du SB120 qui réussissent magnifiquement avec plus de 150 milliards de résultats l'année dernière, ceux qui font le succès de notre économie doivent montrer individuellement l'exemple et surtout entraîner collectivement l'ensemble de leur écosystème. Nos artisans qui assument la qualification de près de 200 000 jeunes doivent bénéficier des simplifications proposées par le ministère du Travail et le gouvernement. Remplacement des 4 aides par : 6000 euros pour la 1ère année ; 3000 euros la 2ème année ; 1500 euros la 3ème année.

Enfin, la réforme de l'apprentissage voulue par le gouvernement devrait permettre une simplification et une réorganisation et dégager près de 600 millions d'euros de plus pour le financement de l'apprentissage, notamment de façon à financer du pré-apprentissage. L'ouverture et la sollicitation des lycées professionnels qui disposent d'un encadrement de grande qualité et sont parfaitement équipés, c'est tout l'enjeu d'un ambitieux programme de 200 campus des métiers.

Associer naturellement les agglomérations et les régions à la réussite du plan

Pour le secteur public, 50 000 apprentis doivent être recrutés en 3 ans dans les QPV, hors plafond d'emploi et hors cadre de contractualisation financière entre l'Etat et les collectivités pour les dépenses de fonctionnement.

Plus généralement, inscrire dans la loi PACTE la responsabilité sociale des entreprises à l'égard des territoires et des jeunes des QPV.

Parvenir à 1,5 % d'apprentis dans les quartiers, 5 % pour la jeunesse de France dans les 2 ans, à défaut, ce qui n'est pas souhaitable, le Parlement sera saisi pour décider de légiférer de manière réellement contraignante

La rencontre par le coaching, l'accompagnement et le tutorat

La plupart des jeunes des QPV n'ont ni les codes, ni les réseaux nécessaires pour l'emploi et l'entreprise, parfois des formations incomplètes et d'une manière générale le sentiment que cet univers n'est pas pour eux. A titre d'illustration, 98 000 jeunes issus de l'immigration, ayant travaillé dur pour obtenir un diplôme BAC±3 sont sans emploi au bout de 3 ans.

Déployer un coaching généralisé et un accompagnement spécifique pour la jeunesse des QPV en s'appuyant sur les réseaux qui ont fait leurs preuves et qui ont défini des objectifs de mise en œuvre très ambitieux par des plans d'actions annuels.

Nos Quartiers ont du Talent (NQT) qui parraine de jeunes diplômés Bac±3 à ±5 en recherche d'emploi (50 000 de plus par an).

Article 1 tutorat de jeunes étudiants jusqu'à leur insertion professionnelle (100 000).

L'AFEV réalise un accompagnement individualisé pour lutter contre les inégalités éducatives (14 000).

Mozaik RH, cabinet de recrutement et de coaching spécialisé dans la promotion de la diversité (15 000).

"100 chances 100 emplois" pour l'insertion professionnelle des jeunes en s'appuyant sur les acteurs d'un bassin d'emploi (10 000).

Zup de Co favorise la réussite scolaire par le tutorat des collégiens (2000).

Face (100).

Crepi (200).

Territoire zéro chômeur.

De très nombreux autres acteurs sur le terrain.

Le budget annuel pour changer d'ampleur est estimé à 87,7 millions d'euros

L'investissement de Pôle Emploi :

Déployer, à titre exceptionnel et provisoire, 720 conseillers supplémentaires de Pôle Emploi dédiés à un accompagnement intensif de 150 000 demandeurs sur les 219 agences à périmètre QPV.

Financer 10 000 prestations de bilan et accompagnement à la mobilité.

Développer et digitaliser 10 nouvelles actions de méthode de recrutement par simulation (MRS), une plateforme numérique d'orientation/découverte/immersion professionnelle métiers en réalité virtuelle.

Renforcer l'enveloppe allouée aux agences QPV pour soutenir les initiatives locales et les actions hors les murs au cœur des quartiers avec les acteurs associatifs.

Cet effort particulier pourrait se dérouler sur 3 ans pour un budget annuel de 60 millions d'euros

Mobilisation générale des acteurs de l'emploi

Moyens complémentaires mis à la disposition de tous les acteurs économiques :

Mise en place, dans le cadre du plan investissement compétences, du financement à la formation de 300 000 jeunes garantissant l'accès effectif au parcours de formation intégré dans le

cadre des pactes régionaux de compétence, avec des objectifs précis et territorialisés : 20 % pour les QPV.

Déployer massivement les formations et les parcours adaptés : préparation opérationnelle à l'emploi (POE), dispositifs "deuxième chance" (Epidé et E2C).

Définir, avec les agglomérations et les régions, des plans d'actions territorialisés.

Mobiliser le réseau des missions locales comme orienteur et prescripteur conjointement avec Pacte Emploi.

Mise à disposition du secteur économique de 150 000 emplois-francs dès 2019 en élargissant les territoires bénéficiaires de 194 à 1514 QPV.

Les branches professionnelles, les organismes consulaires, les MEDEF territoriaux, les clubs et réseaux d'entreprises, celle de la charte entreprises et quartiers devront rendre compte de cette action. Les agglomérations et les régions joueront un rôle majeur d'impulsion.

Le budget doit être porté pour 2019 à 380 millions d'euros et 508 millions d'euros en 2020

75 000 services civiques tournés vers l'entreprise et l'emploi

Conçu pour être une école de l'engagement et de la citoyenneté active, le service civique est aussi devenu une étape d'orientation et une première expérience professionnelle.

Créer 45 000 parcours de service civique d'engagement citoyen, d'alternance et d'emploi, avec les associations porteuses de services civiques et les entreprises partenaires.

Mettre en œuvre les plateformes d'intermédiation d'Unis-cités (Réusites & Citoyenneté / hubs de l'engagement) pour 30 000 services civiques en QPV en 4 ans.

Le coût global est évalué à 390 millions d'€

Amplifier l'insertion et de l'emploi local avec les clauses sociales

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a donné une im-

pulsion décisive aux clauses sociales en réservant pour leurs bénéficiaires 5 % des heures de travail sur les chantiers Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) et 10 % pour la gestion urbaine de proximité. Les collectivités, les acteurs locaux (maisons de l'emploi, Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE), Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)...) ainsi que les entreprises ont acquis une expertise des clauses sociales. Tous les obstacles juridiques ont été levés.

Doubler l'objectif d'insertion à 10 % des heures de travail générées par les programmes de grands travaux : Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), Grand Paris, jeux Olympiques et paralympiques...

Généraliser l'objectif de 5 % des heures de travail aux marchés de travaux des grands donneurs d'ordres avec l'Etat, les agglomérations, l'Association des Régions de France (ARF), l'Assemblée des départements de France (ADF) et l'Assemblée des communautés de France (ADCF), l'Union sociale pour l'habitat (USH), ...

Généraliser aux opérateurs de la gestion urbaine de proximité l'objectif de 10 % des heures de travail.

Accompagner vers l'emploi les habitants des QPV avec le réseau du travail temporaire

Il s'agit de déployer un plan d'action expérimental sur 3 ans qui articule formation, accompagnement, accès aux emplois-francs, à l'alternance, ...

: 20 000 emplois avec le réseau national Prism'emploi.

100 plateformes de service emploi-formation-accompagnement Adecco pour accompagner 20 000 habitants des QPV.

Ce plan nécessitera la mobilisation de 60 millions d'euros sur 3 ans ainsi que d'une adaptation à titre expérimental, des règles de recours au travail temporaire.

5 000 recrutements par an au sein de la défense nationale

Le ministère des Armées est un des principaux recruteurs de l'Etat. Pour 2018 c'est près de 21 500 recrutements qui sont opérés : 15 000 jeunes pour l'armée de terre, 3000 aviateurs pour l'armée de l'air 3500 recrues pour la marine. Ces emplois offrent sur une cinquantaine de métiers, un parcours professionnel, assorti d'une formation continue, valorisant et évolutif, notamment pour les jeunes faiblement qualifiés.

C'est pourquoi un objectif de 5000 recrutements annuels pour des publics issus de QPV, est un puissant facteur d'insertion des habitants des QPV et pour la défense nationale.

Cette action sera conduite en lien avec les Centre d'Information et de Recrutement des Forces Armées (CIRFA), qui maillent le territoire notamment en proximité des QPV, les centres EPIDE et les réseaux de l'insertion sociale et professionnelle (Missions locales, Pole emploi...).

Relancer un plan de services à la personne pour la formation et l'emploi de 100 000 personnes des QPV

Le secteur des services à la personne représente 1,4 million de salariés, dont 77 % de CDI et 97 % de femmes. Il a été structuré par le plan de services à la personne de 2005.

Un contrat de filière a été conclu avec les principales fédérations professionnelles (Aide à domicile en milieu rural (ADMR), Familles Rurales, Fédération du Service aux Particuliers (Fesp)...), les collectivités et partenaires (assurance maladie, vieillesse,

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)... et les organisations syndicales. Malgré de nombreuses possibilités d'embauche, le secteur rencontre de réelles difficultés de recrutement ce qui freine son développement.

400 000 emplois nets seront créés dans ce secteur dans les cinq ans à venir : ces emplois sont accessibles à tous les publics avec un premier niveau de qualification. C'est pourquoi, il faut relancer un plan de services à la personne pour la formation et la mise à l'emploi de 100 000 personnes des QPV sur 3 ans à trois niveaux :

Décliner un plan territorial de Services à la Personne pour la formation et l'emploi sur les territoires QPV en lien avec les intercommunalités et les conseils départementaux.

Mobiliser le plan d'investissement des compétences dans le cadre des pactes régionaux, pour la professionnalisation et la qualification dans les métiers des services à la personne.

Simplifier et harmoniser les dispositifs de soutien à l'accès et au maintien dans l'emploi afin de permettre à la filière de réaliser son potentiel de développement.

Un soutien massif à l'initiative économique

C'est un enjeu majeur et qui correspond à la capacité entrepreneuriale des quartiers. Nous disposons de réseaux extrêmement performants qui ont fait leurs preuves pour le soutien à la création d'entreprise, son développement et la reprise d'entreprise. C'est un levier majeur.

L'Association pour le droit à l'initia-

tive économique (ADIE), les Boutiques de gestion, Positive planète, France active, Initiative France, Fondation entreprendre, Association 100 000 entrepreneurs, Association Tous repreneurs, Réseau Groupement de créateurs, et de très nombreux autres ont la détermination et la capacité de doubler voire de tripler leur activité. Un fonds de soutien de 60 millions d'euros par an sera constitué à leur profit avec l'Agence France entrepreneurs et la Banque Publique d'Investissements.

25 % des créations d'entreprises se font dans un secteur où les quartiers excellent le numérique et l'industrie de la culture.

100 zones franches numériques et culture. Les zones franches urbaines (ZFU) d'origine, vidées de leur substance, seront réactivées par les exonérations fiscales et sociales (exonération d'impôts sur les bénéfices, exonération d'impôts locaux) dans toutes les entreprises du numérique et du secteur culturel qui s'y implantent. Elles permettront notamment d'accompagner et de faciliter l'implantation des campus numériques.

Renforcer les actions de fonds existants (Impact Partenaires, association Territoires zéro chômeurs de longue durée, les entreprises à but d'emploi en faveur des QPV.

Exonérer de la taxe d'apprentissage les activités d'insertion par l'économie". ■

